

## PARRAINAGES RÉGIONAUX ET POLARISATIONS BELLIGÈNES : LA RIVALITÉ ENTRE L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE AU LIBAN

Aurélie Daher

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Critique internationale »

2018/3 N° 80 | pages 155 à 177

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724635409

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2018-3-page-155.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Aurélie Daher, « Parrainages régionaux et polarisations belligènes : la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Liban », *Critique internationale* 2018/3 (N° 80), p. 155-177.

DOI 10.3917/crui.080.0155  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Parrainages régionaux et polarisations belligènes : la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Liban

---

par Aurélie Daher

Le 19 février 2016, le Royaume d'Arabie saoudite met le gouvernement de Beyrouth dans l'embarras. Riyad décide en effet de suspendre un don de trois milliards de dollars promis un peu plus de deux ans auparavant et qui devait permettre à l'armée libanaise d'acquérir auprès de la France des armements dont elle a alors grandement besoin dans sa lutte contre les groupes jihadistes actifs depuis la Syrie. À l'origine de la rétractation saoudienne, une volonté de frapper du poing sur la table face au Hezbollah libanais, accusé non seulement d'avoir la haute main sur les affaires politiques du pays, mais aussi d'étouffer ses adversaires locaux, alliés de l'Arabie, au profit du grand concurrent de celle-ci, l'Iran. Quelques semaines plus tard, au début du mois de mars, le Conseil de coopération du Golfe<sup>1</sup>, présidé par le Royaume, donne à comprendre l'ampleur et le sérieux du mécontentement saoudien en qualifiant pour la première fois le parti libanais d'« organisation terroriste ». Un durcissement graduel qui atteint un degré inédit à la fin de l'année 2017, quand l'Arabie saoudite force le Premier ministre libanais, Saad Hariri, à démissionner.

---

1. Les membres du Conseil de coopération du Golfe sont l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït, les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et Oman.

De telles décisions sont d'autant plus à prendre en considération qu'elles s'inscrivent dans le contexte moyen-oriental de la décennie 2010 marquée par une montée des tensions entre sunnisme et chiisme qui, comme l'illustrent les conflits syrien et yéménite, menace alors d'évoluer vers une phase militaire<sup>2</sup>. Nous examinerons cette rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran, ainsi que ses répercussions au Liban, à travers une étude des patronages de chacune de ces deux puissances régionales au sein de la classe politique libanaise et de l'interaction entre ces deux influences. Pour ce faire, plusieurs hypothèses seront formulées.

La première est que, loin d'être le résultat d'un *mentorship* imposé, les protections saoudienne et iranienne assurées aux protégés libanais sont mises en place sur invitation, voire sur sollicitations libanaise et internationale, formulées auprès des puissances-patrons. Selon la deuxième hypothèse, durant les années 1980, 1990 et 2000, les relations entre l'Arabie, l'Iran et leurs clients libanais restent parasitées par une « suzeraineté de fait » syrienne, qui définit les limites du possible de ces ententes entre local et régional. Troisième hypothèse, les relations entre Riyad, Téhéran et leurs protégés libanais se répercutent à trois niveaux – le jeu interlibanais, les relations entre les acteurs libanais et leurs parrains régionaux, le positionnement des parrains les uns par rapport aux autres – générant autant de systèmes d'action qui, à leur tour, ont comme effet une série de polarisations, dans le champ libanais comme au niveau régional. Enfin, les interactions entre puissances régionales et acteurs locaux engendrent, dans le cas libanais, des types d'alliances particulières et différentes selon les patrons, imposant une réflexion renouvelée sur les modèles classiques de clientélisme international.

---

## Entrées dans le jeu libanais et installation de réseaux protégés

### **L'Arabie saoudite : reconstruction et machine électorale fondée sur la redistribution**

Riyad fait son entrée réelle dans les affaires libanaises à l'occasion de la fin de la guerre civile (1975-1990) et de l'instauration, avec la bénédiction occidentale, d'une tutelle syrienne sur le pays (1990-2005). L'Arabie du roi Fahd accueille les négociations entre anciens belligérants et prépare avec le Maroc, l'Algérie et les États-Unis, la signature des accords de Taëf (Arabie saoudite, 22 octobre 1989). Trois ans plus tard, cette première intervention directe dans la politique interne libanaise est suivie de la nomination, en octobre 1992, d'un homme d'affaires proche

---

2. Pour un panorama des blocages moyen-orientaux durant la première moitié des années 2010, voir Denis Bauchard, « Un Moyen-Orient en feu. La décomposition annonce-t-elle la recomposition ? », dans Denis Bauchard, Dorothee Schmid (dir.), *Moyen-Orient, monde arabe : de la division au chaos ?*, Paris, IFRI, 2016, *Ramses* 2017, p. 90-95 ; Gregory Gause, « Revolution and Threat Perception: Iran and the Middle East », *International Politics*, 52 (5), 2015, p. 215-227.

du Royaume, Rafic Hariri, à la tête du gouvernement<sup>3</sup>. Au printemps et à l'été de cette même année, la situation économique, sous le mandat du Premier ministre Omar Karamé, proche du régime syrien, s'est en effet rapidement dégradée. En quelques semaines, le dollar, stabilisé entre 800 et 1 000 livres libanaises (LL) en 1990, passe à plus de 2 800 LL à l'été 1992<sup>4</sup>. Face à l'incapacité de Beyrouth comme de Damas à freiner la spirale descendante qui provoque des mouvements de protestation de plus en plus déterminés, le tuteur syrien se résigne à lâcher son protégé, Karamé, et accepte, sur insistance saoudienne et internationale, son remplacement par Hariri.

Fort de la confiance des milieux économiques libanais et occidentaux, le nouveau Premier ministre devient le garant de la stabilité de la monnaie nationale – et des intérêts saoudiens au Liban. Durant les années de tutelle syrienne, l'Arabie saoudite ainsi que, dans une moindre mesure, les autres pays du Golfe, les États-Unis et la France, assurent, par l'intermédiaire du Premier ministre et de ses réseaux, la majeure partie du financement des grands projets de reconstruction. La compagnie de BTP de Hariri, SOLIDERE, est à la fois l'initiatrice et la principale bénéficiaire de ces derniers<sup>5</sup>. Durant des années, Riyad demeure au premier rang des bailleurs de fonds des investissements du gouvernement, aidant plus particulièrement le Premier ministre et son parti politique, le Courant du futur, à tisser, au sein des différentes communautés du pays et surtout de la communauté sunnite, de vastes réseaux clientélistes. S'appuyant sur une machine électorale à forte capacité redistributrice<sup>6</sup>, Hariri réussit, élections après élections, à écarter les dirigeants politiques traditionnels de sa communauté (les Salam, les Solh, les Karamé). Alors que les accords de Taëf avaient rééquilibré la distribution des pouvoirs au Liban au profit des musulmans, auparavant désavantagés par rapport aux communautés chrétiennes, Hariri, grâce au parrainage saoudien, incarne jusqu'à sa mort en 2005 un sunnisme revigoré par les rapports de force redéfinis par l'après-guerre.

3. Issu d'une famille sunnite modeste, Rafic Hariri a émigré en Arabie saoudite à l'âge de 18 ans. Après une série de premiers projets dans l'industrie pétrolière, il se lance dans l'activité immobilière qui lui donne l'occasion de travailler pour la famille royale et de gagner ainsi la confiance et l'amitié du futur roi Fahd. Leurs relations se resserrent au fil du temps, et Rafic Hariri reçoit de la dynastie, en gage d'appréciation, la nationalité saoudienne. Le milliardaire libanais fera preuve de loyauté en installant la direction de ses entreprises en Arabie saoudite. Pour plus de détails sur la vie et les gouvernements de Rafic Hariri, voir Hannes Baumann, *Citizen Hariri: Lebanon's Neo-Liberal Reconstruction*, Londres, Hurst, 2017 ; Georges Corm, *Le Liban contemporain*, Paris, La Découverte, 2005 ; Marwan Iskandar, *Rafiq Hariri and the Fate of Lebanon*, Londres, Saqi Books, 2006 ; René Nabaa, *Rafic Hariri, un homme d'affaires Premier ministre*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; R. Nabaa, *Hariri, de père en fils*, Paris, L'Harmattan, 2011.

4. G. Corm, « L'économie libanaise. Risques et perspectives », *Accomex*, septembre 2005.

5. H. Baumann, *Citizen Hariri: Lebanon's Neo-Liberal Reconstruction*, *op. cit.*

6. Des rapports font état d'achats de voix par le Courant du futur à chacune des élections législatives qui ont lieu entre 1992 et 2004. Observation sur le terrain en 1992, 1996, 2000 et 2005. Toutes les observations sur le terrain et les entretiens mobilisés dans cet article ont été menés et traduits de l'arabe par nous.

### L'Iran : résistance contre Israël et mobilisation par le sens

L'intervention directe de l'Iran au Liban remonte à 1982, elle précède donc celle de l'Arabie de quelques années. Il est souvent affirmé qu'elle est née d'une volonté iranienne d'exporter la Révolution islamique vers le Liban<sup>7</sup>. En réalité, Téhéran a abandonné le slogan dès 1981, et ce que l'on observe est, à l'inverse, une importation depuis l'Iran, par un groupe de militants chiites libanais, d'un « islam de résistance »<sup>8</sup>. En effet, à la suite de l'invasion israélienne de juin 1982, une mobilisation émerge au sein des milieux chiites islamisés, dont l'objectif est la création d'une structure paramilitaire de combat face à Israël. Pour ce faire, ses principaux représentants sollicitent l'aide de l'ambassadeur iranien à Damas dans l'espoir d'obtenir armes et financement de Téhéran<sup>9</sup>. Le régime iranien se montre tout d'abord réticent à l'idée d'un engagement au Liban : l'ayatollah Khomeiny, Guide de la Révolution et autorité suprême en Iran, tout comme son fils Ahmad et le président de la République, Ali-Akbar Hachémi-Rafsandjani, estiment que l'invasion israélienne est trop avancée pour pouvoir être efficacement combattue, et qu'une participation iranienne se répercuterait de façon négative sur le front irakien, où la guerre dure depuis 1980<sup>10</sup>. Une interférence iranienne au Liban est d'autant plus difficile à envisager que Hafez al-Assad s'y oppose fermement. L'armée syrienne contrôle alors une partie importante du territoire libanais et, malgré l'alliance stratégique qui existe entre Damas et Téhéran, Assad refuse de laisser l'Iran se prévaloir d'une lutte contre Israël en territoire arabe : la Syrie entend être la seule bénéficiaire des dividendes engrangés par une éventuelle résistance libanaise contre Tel-Aviv. Il faut l'insistance de l'ambassadeur iranien à Damas auprès de Khomeiny pour que celui-ci accepte, de guerre lasse, d'envoyer un bataillon de Pasdaran dans la Békaa libanaise, en juillet 1982. Ceux-ci sont clairement sommés de ne pas participer aux combats, condition *sine qua non* pour obtenir de la Syrie un droit de passage vers le nord-est libanais. Grâce à ce premier soutien matériel, à une formation militaire et aux compétences organisationnelles assurées par les Iraniens, un nouveau groupe armé, la Résistance islamique au

7. Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's Ideology*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2006 ; Dominique Avon, Anaïs-Trissa Khatchadourian, *Le Hezbollah. De la doctrine à l'action*, Paris, Le Seuil, 2010 ; Eitan Azani, *Hezbollah. The Story of the Party of God*, New York, Palgrave Macmillan, 2009 ; Nicholas Blanford, *Warriors of God: Inside Hezbollah's Thirty-Year Struggle against Israel*, New York, Random House, 2011 ; Nizar Hamzeh, *In the Path of Hizbullah*, New York, Syracuse University Press, 2004 ; Mona Harb, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005)*, Paris, Karthala, 2010 ; Hala Jaber, *Hezbollah. Born with a Vengeance*, New York, Columbia University Press, 1997 ; Martin Kramer, *Hezbollah's Vision of the West*, Washington, The WINEP, Policy Papers n°16, 1989 ; Augustus R. Norton, *Hezbollah. A Short Story*, Princeton, Princeton University Press, 2007 ; Judith Palmer Harik, *Hezbollah. The Changing Face of Terrorism*, Londres, I.B. Tauris, 2004 ; Jean-Loup Samaan, *Les métamorphoses du Hezbollah*, Paris, Karthala, 2007.

8. Sur la notion d'« islam de résistance » et la création du Hezbollah, voir Aurélie Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, Paris, PUF, 2014, chap. 3.

9. *Ibid.*, chap. 1.

10. Houchang Chehabi, « Iran and Lebanon in the Revolutionary Decade », dans H. Chehabi (ed.), *Distant Relations. Iran and Lebanon in the Last 500 Years*, Londres, I.B. Tauris, 2006, p. 201-230.

Liban (RIL), est créé à l'été 1982. Quelques mois plus tard, la direction de la RIL s'adjoint une entité civile chargée du recrutement et de la mobilisation, connue sous le nom de « Groupe des partisans de Dieu »<sup>11</sup> ou Hezbollah.

Des réseaux clients de l'Iran parallèles au Hezbollah sont maintenus, comme le Rassemblement des oulémas musulmans de la Békaa (chiite, créé en 1979)<sup>12</sup> ou le Rassemblement des oulémas musulmans (chiite et sunnite, en 1982)<sup>13</sup>. Cependant, indépendamment de la modestie du nombre de leurs membres comme de leurs moyens d'action, le premier groupe disparaît presque totalement après l'expulsion de son président, le cheikh Subhi al-Tufayli, de la direction du Hezbollah en 1998<sup>14</sup> ; le second réseau, qui n'intervient qu'épisodiquement pour appuyer les positions du Hezbollah, n'a quant à lui aucune vraie légitimité au sein de la communauté sunnite. La RIL et le Hezbollah constituent la véritable porte d'entrée de l'influence iranienne au Liban.

La relation entre l'Iran et le duo RIL-Hezbollah repose sur la reconnaissance par ce dernier du principe du *wilâyat al-Faqîh*, le « gouvernement du Jurisconsulte »<sup>15</sup>. Ce lien entre politique et religieux, typiquement chiite et, par certains aspects, organique avec le régime iranien, installe le Hezbollah dans une relation de subordination vis-à-vis du Guide de la Révolution<sup>16</sup>. Contrairement à l'idée répandue selon laquelle le *wilâyat al-Faqîh* fait du Hezbollah un satellite téléguidé par Téhéran, ce lien ne fonctionne que dans certains cas particuliers. Dans la pratique, il se traduit par des « bons pour accord » délivrés *a posteriori* par un Guide qui n'a, jusqu'à présent, jamais contrarié une décision prise par la direction du Hezbollah, et par un arbitrage qui semble toujours donner raison au point de vue majoritaire au sein du Conseil de décision du parti.

Ainsi, même si la paternité d'un certain nombre de décisions prises par le Hezbollah en trente-cinq ans d'existence a pu être attribuée à Téhéran en raison du *wilâyat al-Faqîh*, le parti dispose d'une réelle marge de manœuvre. Dans la grande majorité des cas, le processus décisionnel relève de la direction libanaise. La politique du Hezbollah au Liban est donc avant tout la politique du Hezbollah<sup>17</sup>, et il est difficile d'isoler, en vingt-cinq ans de participation du parti

11. Nous préférons cette traduction à celle plus usuelle de « Parti de Dieu », le mot parti renvoyant à une conception plus politique du regroupement que ne le sous-tend le terme *bizb* en arabe, surtout lorsque celui-ci est pris dans le contexte coranique comme dans le nom *Hizb Allâh*.

12. A. Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, op. cit., p. 62-63.

13. *Ibid.*, p. 90-91.

14. Sur cet épisode de l'histoire du Hezbollah, voir A. Daher, « Subhî al-Tufaylî et la "Révolte des Affamés" », dans Sabrina Mervin (dir.), *Hezbollah. État des lieux*, Paris, Actes Sud, 2008, p. 278-282.

15. Sur *wilâyat al-Faqîh*, voir A. Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, op. cit., p. 214-219.

16. Mais pas envers le président de la République islamique.

17. Sur le Hezbollah comme acteur politique du jeu libanais, voir A. Daher, « Shi'ism, National Belonging, and Political Islam: the Hezbollah and the Islamic Resistance in Lebanon », dans Francesco Cavatorta, Lise Storm (eds), *Political Parties in the Arab World: Continuity and Change*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2017, p. 127-146.

à la vie institutionnelle nationale<sup>18</sup>, une décision relative au jeu interne libanais qui ait été clairement et uniquement prise par Téhéran. L'intervention de l'Iran dans la politique libanaise est d'autant moins importante que la politique nationale de Beyrouth ne représente qu'un enjeu sectoriel – notamment militaire et régional – pour la République islamique. En témoigne le fait qu'au cours de ces trente dernières années la seule et unique tentative d'intervention directe de l'Iran au Pays du cèdre s'est résumée à un épisode de courte durée lors de la Guerre des 33 Jours des mois de juillet et août 2006. Dans le cadre de l'offensive lancée par Israël contre le Liban cet été-là, Téhéran a tenté de bloquer une décision du gouvernement libanais qui contrariait les intérêts du Hezbollah : alors que le Conseil des ministres libanais venait d'adopter laborieusement un plan de sortie de crise en sept points, proposé par le Premier ministre Fouad Siniora le 26 juillet à la Conférence de Rome, le ministère des Affaires étrangères iranien a « conseillé » au Premier ministre libanais de « limiter ses efforts à l'obtention d'un cessez-le-feu », puisque les sept points « [seraient] discutés par la direction iranienne »<sup>19</sup>. Rabroués par Beyrouth, les responsables iraniens ont fait machine arrière, réitérant leur « respect de la souveraineté libanaise » et focalisant leurs efforts sur un resserrement des rangs de la communauté chiite et des alliés du Hezbollah autour de la cause de ce dernier<sup>20</sup>.

Le fait est que les intérêts de l'Iran au Liban – à savoir la possibilité de disposer d'un levier au sein du conflit israélo-arabe – sont garantis par la RIL. À plusieurs reprises depuis sa création, certaines initiatives de la Résistance islamique dans les conflits régionaux ont été attribuées, essentiellement par les gouvernements occidentaux, à une décision iranienne. Deux exemples récents peuvent être mentionnés : la décision d'enlever deux soldats israéliens à la frontière du Liban-Sud le 12 juillet 2006, décision brandie par Israël pour justifier les 33 jours d'offensive contre le Liban, et celle de la RIL d'intervenir dans le conflit syrien, en mai 2013. Ce triple rôle, auto-attribué et soutenu par l'Iran, de protecteur du territoire libanais (dans le cadre de la guerre contre Israël), de garant de la non-installation d'un nouveau régime à Damas qui tomberait dans la sphère d'influence de Tel-Aviv (conflit syrien), et de défenseur des minorités (chiïtes et chrétiennes) contre les groupes salafistes-jihadistes actifs en Syrie, a profondément remodelé l'identité communautaire des chiïtes libanais, les soudant autour de la cause du Hezbollah. Le sentiment d'une menace commune a assuré à l'Iran une forte popularité auprès d'une grande partie de la population libanaise, popularité fondée moins sur la fidélité d'un groupe-client à un patron redistributeur que sur la conviction d'une communauté de destins au niveau régional.

18. Le Hezbollah, créé au début des années 1980, participe pour la première fois aux élections législatives en 1992, et fait son entrée au gouvernement pour la première fois en 2005.

19. *L'Orient-Le Jour*, 4 août 2006.

20. Pour plus de détails sur cette crise, voir A. Daher, « Le Hezbollah, un instrument de la politique étrangère iranienne ? », publié sous le pseudonyme Vito Romani, *Les Cahiers de l'Orient*, 87, 2007, p. 79-96.

## Le carcan syrien (années 1980-2000)

### Clientélisme et coercition violente

En 1990, la fin de la guerre civile libanaise s'accompagne d'une mise sous tutelle, appuyée par la communauté internationale, du Liban par la Syrie. Celle-ci prend fin quinze ans plus tard à la suite des pressions exercées sur Damas par Paris et Washington après l'assassinat de Rafic Hariri, dont est aussitôt accusé le régime syrien, le 14 février 2005.

La tutelle est représentée au Liban par le Haut Conseil syro-libanais<sup>21</sup> et, surtout, par le quartier général des services de renseignement syriens installé à Anjar, dans la Békaa-centre. Aucune décision majeure ne peut être prise par Beyrouth sans l'aval de la Syrie. Les réunions du Conseil des ministres se tiennent systématiquement en présence d'un représentant du régime syrien, chargé de prendre des notes exhaustives sur la teneur des discussions<sup>22</sup>. L'approbation syrienne est nécessaire à toute attribution de marché public, à toute nomination de haut fonctionnaire dans les institutions politiques stratégiques ou de sécurité. C'est en particulier au moment des élections que les interférences syriennes sont les plus visibles et les plus nettes. L'élection présidentielle se résume à la confirmation par le Parlement du candidat choisi par Assad, père puis fils. Aucun candidat ne peut se présenter aux élections législatives sans avoir effectué au préalable une « visite de courtoisie » au moins à Anjar, si ce n'est à Damas, et reversé un « droit de participation » – non remboursable – de plusieurs milliers de dollars au chef des services de renseignement syriens. De même, tout aspirant à un poste de ministre ne peut espérer voir ses ambitions réellement prises en considération qu'après avoir présenté à ce même chef des SR syriens des cadeaux de plusieurs centaines de milliers de dollars (voiture de luxe, cheval de race, bijoux)<sup>23</sup>. Les postes sont habituellement attribués aux plus généreux parmi ceux qui ont déjà fait preuve d'une loyauté sans faille au régime.

À cela s'ajoutent des moyens plus directement coercitifs. Damas n'hésite pas à éliminer physiquement les dirigeants communautaires Kamal Joumblatt (druze) en 1977 et Bachir Gemayel (maronite) en 1982. En 1989, René Moawad, candidat à la présidence de la République retenu par le Parlement libanais, est assassiné quelques jours après avoir pris ses fonctions. Sa disparition laisse la voie libre à l'élection de Elias Hraoui, le favori de Hafez al-Assad. En octobre 2004, l'ancien ministre Marwan Hamadé, proche de Walid Joumblatt alors en pleine phase de rapprochement avec

21. Le Haut Conseil syro-libanais est une institution dirigée par les deux présidents syrien et libanais. Créé en 1991 dans le cadre du Traité de fraternité, de coopération et de coordination (TFCC) entre les deux pays, il est chargé de faire appliquer les traités bilatéraux. Il gère surtout une stratégie de sécurité unifiée et plusieurs accords commerciaux. Au temps de la tutelle, le TFCC a régulièrement favorisé Damas.

22. Entretiens téléphoniques avec deux anciens ministres des gouvernements Rafic Hariri, respectivement en avril 2016 et en août 2016.

23. Observation participante au printemps des années 1992, 1996 et 2000.



les chrétiens anti-syriens, échappe à un attentat à la voiture piégée. Le message ne s'adresse pas uniquement aux Libanais : l'attaque contre Hamadé a lieu le jour même de la publication d'un rapport signé par le secrétaire général des Nations unies qui condamne la Syrie pour son manque de coopération dans le processus d'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité réclamant, entre autres, un retrait des troupes syriennes du Liban. La politique libanaise du président Jacques Chirac est directement visée, la mère de M. Hamadé étant de nationalité française. Enfin, en février 2005, le régime de Damas, inquiet d'une possible entente entre Rafic Hariri, dirigeant de la communauté sunnite libanaise, et l'opposition druzo-chrétienne, fait assassiner l'ancien Premier ministre dans un attentat à la voiture piégée dont le bilan s'élève à près d'une vingtaine de morts et plus de 200 blessés.

La mobilisation populaire massive que provoque cet assassinat, et que le régime syrien, selon toute probabilité, n'avait pas anticipée, entraîne la fin de la tutelle et le retrait des troupes syriennes du Liban. Damas repense alors sa pratique de la violence au Liban. Les éliminations de dirigeants au sein de la classe politique qui sont imputées au régime syrien à partir de 2005 sont désormais de niveau *mezzo*<sup>24</sup>, ce qui permet d'éviter les réactions populaires qui pourraient, comme au printemps 2005, décider les puissances occidentales à prendre des mesures punitives contre Damas. Il s'agit de s'attaquer à des cadres intermédiaires assez haut placés pour que le message de dissuasion adressé à leurs supérieurs soit sans ambiguïté, mais pas assez en vue pour que leur mort provoque des réactions pourvues d'une véritable capacité de nuisance. Dès lors, les cibles sont des personnalités telles que Georges Haoui, ancien secrétaire général du parti communiste (21 juin 2005) ; Pierre Gemayel, ministre de l'Industrie, fils de l'ancien président et chef des Kataëb Amine Gemayel (22 novembre 2006) ; Antoine Ghanem, député chrétien relativement discret des Kataëb (19 septembre 2007) et Walid Eido, député sunnite du Courant du futur (13 juin 2007). Sont également visés des cadres intermédiaires d'autres institutions politiques et sécuritaires : le général François al-Hajj, chef des opérations de l'armée libanaise et pressenti pour devenir président de la République, mais non agréé par Damas (12 décembre 2007) ; le capitaine Wissam Eid<sup>25</sup>, directeur du bureau technique au sein des services de télécommunication et de renseignement des Forces de sécurité intérieure<sup>26</sup> (25 janvier 2008) ; le général Wissam al-Hassan<sup>27</sup>, chef du bureau de renseignement

24. Conclusions tirées d'années d'observation des pratiques syriennes au Liban.

25. Eid aurait mené des investigations complexes sur les interactions entre plusieurs lignes de téléphonie suspectes dans le cadre de l'assassinat de Rafic Hariri, et aurait largement participé à l'orientation des recherches de la Commission d'enquête internationale qui a fourni matière à l'équipe du Procureur du Tribunal spécial pour le Liban à partir de 2009.

26. Les FSI sont l'équivalent de la police, et leur hiérarchie est considérée comme proche du Courant du futur.

27. Hassan était un proche de Saad Hariri et a eu un rôle majeur dans les témoignages anti-syriens apportés à la Commission internationale chargée d'enquêter sur le meurtre de Rafic Hariri. Il serait à l'origine de l'arrestation de Michel Samaha, un ancien ministre appréhendé en août 2012 alors qu'il transportait des explosifs dans sa voiture personnelle destinés à organiser des attentats au Liban sur ordre du régime syrien.

des FSI (19 octobre 2012). Dans le milieu des médias, sont également assassinés Samir Kassir, éditorialiste de renom au quotidien libéral et anti-syrien *al-Nabâr* (2 juin 2005), et Gebran Tuéni, député anti-syrien, P-DG d'*al-Nabâr* et icône de l'Alliance du 14-Mars (12 décembre 2005). May Chidiac, animatrice d'un *talk-show* politique sur la chaîne de télévision *LBC* et emblème d'un christianisme de droite anti-syrien et anti-progressiste dans les années de guerre puis de tutelle, est, elle aussi, visée par un attentat mais y survit (25 septembre 2005).

### Influences régionales encadrées et mises à contribution

La tutelle syrienne impose également des contraintes strictes aux acteurs extra-libanais. Les soutiens apportés par ces derniers à leurs clients et protégés sont compartimentés, par zone géographique (le Sud-Liban pour l'Iran) ou par champ d'action (la reconstruction d'après guerre pour l'Arabie). Ils ne sont par ailleurs mobilisables que sur autorisation ou sollicitation du régime syrien.

En effet, tant que dure la tutelle syrienne, les relations tolérées par celle-ci entre les responsables libanais et leurs parrains saoudien et iranien s'inscrivent dans une logique de contrôle de la vie politique libanaise, les deux puissances régionales étant en réalité perçues par Damas comme des leviers supplémentaires en vue d'obtenir une meilleure collaboration de leurs protégés. Soucieux de préserver avant tout sa propre alliance avec le régime syrien, l'Iran recommande régulièrement au Hezbollah d'abandonner toute idée d'affrontement avec les autorités syriennes<sup>28</sup>. La fin de la guerre entre le Hezbollah et l'autre grande faction chiite libanaise Amal (1988-1990) est négociée entre le régime syrien, qui agit en parrain d'Amal, et le pouvoir iranien, qui représente le Hezbollah, à une époque où le maintien des hostilités intra-chiites libanaises est considéré par les autorités iraniennes elles-mêmes comme le résultat de l'entêtement de certains éléments réfractaires au sein du commandement du Hezbollah<sup>29</sup>. La marge de manœuvre à disposition de Téhéran pour protéger les intérêts de ce dernier se limite donc à un pouvoir de négociation restreint avec Damas.

Si l'Iran n'ose pas court-circuiter la Syrie de peur de mettre en péril sa capacité d'intervention dans le conflit israélo-arabe par RIL interposée, l'influence de l'Arabie est elle aussi limitée, cette fois en raison du fait que le rôle de Damas est garanti par la communauté internationale. L'influence saoudienne ne peut donc prendre que deux formes : elle aplanit les désaccords entre ses protégés locaux (essentiellement sunnites) et les autorités syriennes, et agit en bailleur de fonds

28. À titre d'exemple, à la suite d'un différend banal provoqué en février 1987 par le passage d'un char syrien sur un parterre de gazon devant une caserne du Hezbollah à Beyrouth, un officier syrien a abattu d'une balle dans la tête plus d'une vingtaine de membres du parti. L'Iran est intervenu aussitôt pour empêcher une réaction du Hezbollah.

29. A. Daher, « Subhî al-Tufaylî et la "Révolte des Affamés" », cité.

de la reconstruction et de la politique de clientélisation des réseaux sunnites autour de Rafic Hariri. Les sommets de Paris I en 2001, puis de Paris II en 2002, congrès internationaux de soutien à la dette libanaise organisés sous la présidence française de Jacques Chirac, placent le Royaume au premier rang des bienfaiteurs des finances gouvernementales libanaises. Damas laisse faire, et ce d'autant que la reconstruction soutenue par la manne saoudienne génère des occasions d'enrichissement personnel pour plusieurs personnalités de son régime<sup>30</sup>.

Riyad et Téhéran ne peuvent faire davantage pour leurs clients libanais. Les méthodes musclées de Damas et le profond enracinement des services de renseignement syriens au sein de l'appareil sécuritaire libanais sont mobilisés pour empêcher la contestation aussi bien libanaise qu'extra-libanaise. L'assassinat de Rafic Hariri, de double nationalité libanaise et saoudienne, et l'attentat manqué quelques mois plus tôt contre Marwan Hamadé, citoyen français, trahissent les limites de la protection que les puissances régionales et internationales peuvent en théorie assurer à leurs protégés libanais. Indicateur de ce rapport de force bien réel, les relations entre l'Arabie et la Syrie se refroidissent après l'assassinat de Hariri, mais Riyad ne prend alors aucune mesure de représailles significative contre Damas.

---

### Une collision retardée (2005-2010)

Les influences saoudienne et iranienne sur la scène libanaise ne se rencontrent qu'à partir de 2005, date à laquelle le retrait des troupes syriennes du Liban et l'avènement du premier gouvernement d'après tutelle placent enfin les deux puissances régionales dans une situation de cohabitation sans séparateur contrariant. Pour autant, dans un premier temps, la fin de la présence syrienne ne semble pas permettre à l'Arabie et encore moins à l'Iran de s'imposer comme le nouveau parrain régional premier au Liban.

### Un régional en retrait dans un premier temps

En effet, après deux années de brouille sur le dossier irakien, Paris et Washington réussissent en 2004 à s'entendre sur le Liban : George W. Bush et Jacques Chirac menacent de recourir, si nécessaire, à la force pour faire reculer le régime syrien, et installent l'Alliance du 14-Mars sous leur parrainage direct. Entre 2005 et 2011, Saad Hariri, fils et héritier politique de Rafic, reste sous l'influence des États-Unis et de la France bien plus que sous celle de l'Arabie saoudite. Illustration de cet intérêt occidental pour le Liban, Bernard Émié, ambassadeur de France (2004-2007), et Jeffrey Feltman, ambassadeur des États-Unis (2004-2008), se démarquent

---

30. R. Nabaa, *Rafic Hariri, un homme d'affaires Premier ministre*, op. cit.

de leurs prédécesseurs par un investissement marqué dans la politique libanaise. Leurs visites au Sérail et à la Maison du Centre, QG de Hariri, de même que leurs contacts avec les dirigeants de l'Alliance du 14-Mars sont quotidiens<sup>31</sup>, et les « conseils » qu'ils prodiguent à ces derniers s'apparentent plus d'une fois à des feuilles de route tracées à Paris ou à Washington<sup>32</sup>. *A contrario*, l'ambassadeur saoudien, Abdel-Aziz Khoja (2004-2009), est beaucoup moins actif sur l'échiquier libanais et joue en pratique le rôle d'intermédiaire conciliateur entre les parties. L'ambassadeur iranien, Muhammad Rida Chibani (2006-2009), se montre tout aussi discret, rappelant régulièrement le « respect » par son pays de la « souveraineté libanaise » et le besoin des Libanais de « résoudre leurs problèmes par leurs propres moyens »<sup>33</sup>.

### Crispations du local vers le régional

Il est vrai que quelques tensions entre les lectures saoudienne et iranienne de la carte régionale se font néanmoins sentir au Liban sur la période. Le 12 juillet 2006, la RIL enlève deux soldats israéliens à la frontière sud du Liban. Tel-Aviv répond par 33 jours et 33 nuits d'une offensive particulièrement destructrice contre le voisin du nord. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France voient dans l'initiative de la RIL l'exécution d'une directive iranienne, Téhéran vivant alors sous la menace sérieuse d'une opération américaine de grande envergure contre son territoire<sup>34</sup>. L'Arabie saoudite surprend alors les opinions arabes et musulmanes par une critique sévère du Hezbollah, et ce dès le début du conflit. Apportant son soutien au gouvernement de Fouad Siniora, le Royaume qualifie les dirigeants du Hezbollah d'« aventuriers »<sup>35</sup> et, adoptant une lecture du conflit qui s'accorde à celle des États-Unis, de l'Europe et d'Israël, les présente explicitement comme les responsables de la tragédie – une première dans l'histoire du conflit israélo-arabe. Cependant, toujours en retrait à l'époque sur le dossier libanais, Riyad laisse à Washington la gestion de l'affrontement avec Téhéran.

Au cours des années qui suivent le retrait syrien, une seconde crise crée un autre braquage régional depuis le local : les tensions à répétition entre sunnites et alaouites (chiïtes) à Tripoli, dans le nord du Liban. Au début du mois de mai 2008, une décision prise par le Conseil des ministres alors restreint à l'Alliance du 14-Mars déclenche une semaine de règlements de comptes entre groupes armés dans plusieurs régions du pays. Le Hezbollah et Amal prennent militairement

31. Entretiens avec des diplomates occidentaux, Beyrouth, 2006-2007.

32. J. Feltman, en particulier, a été régulièrement accusé par l'Alliance du 8-Mars d'ingérences explicites dans les affaires libanaises.

33. Voir ses déclarations dans *L'Orient-Le Jour* des 18 août et 5 décembre 2006, des 5 janvier, 9 mars, 29 mars et 12 octobre 2007, et du 5 août 2008.

34. A. Daher, « Le Hezbollah, un instrument de la politique étrangère iranienne ? », art. cité.

35. *L'Orient-Le Jour*, 15 juillet 2006.

le contrôle des axes névralgiques de l'ancienne Beyrouth-Ouest, partie majoritairement musulmane de la ville. Tripoli fait partie des quelques localités qui, à l'instar de la capitale, se sont lancées dans l'affrontement. Des accrochages armés ont lieu entre des groupes sunnites du quartier de Bab al-Tebbané et des factions alaouites du quartier de Baal Mohsen. La tension dure quelques jours, puis retombe, mais, contrairement à d'autres régions, Tripoli est le théâtre de nouveaux heurts à partir de la fin du mois de juin. Accompagné de notables, le mufti de Tripoli et du Nord se rend auprès du président de la République puis du Premier ministre pour demander une intervention de l'État qui garantirait une solution durable. La priorité étant à l'époque la formation d'un nouveau gouvernement et la préparation des élections législatives de l'été suivant, la délégation tripolitaine repart bredouille, la classe politique au pouvoir préférant ne pas s'aliéner les forces locales. Dix jours plus tard, les combats reprennent de plus belle et font quatre morts et une quarantaine de blessés dans la même journée<sup>36</sup> ; quinze jours après, sept morts et une trentaine de blessés<sup>37</sup>. À la mi-août, le Hezbollah répond favorablement à l'appel que lui adressent une dizaine de groupes salafis de Tripoli, toujours à la recherche d'un intermédiaire pour négocier la fin des affrontements. Trois jours plus tard, la direction du Hezbollah propose et cosigne un « document d'entente » destiné à « lutter contre la *fitna* [guerre intestinale intramusulmane] » et à prévenir les tensions entre sunnites et chiïtes. Le lendemain de la signature de l'accord, le Courant du futur force les signataires salafistes à renier leur engagement : relayant l'Arabie saoudite, qui a fait connaître haut et fort son refus qu'un accord impliquant certains de ses clients exclusifs, en l'occurrence les groupes salafistes, puisse se faire sous l'égide du Hezbollah, Saad Hariri exige immédiatement l'abrogation de l'entente, au motif que les termes de celle-ci ne bénéficient pas de l'aval du Courant du futur<sup>38</sup>. Les combats, suspendus depuis l'accord, reprennent aussitôt.

### Restructuration des influences et polarisations (années 2010)

La rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran passe à la compétition directe et à l'affrontement explicite à la suite de la conjonction de quatre facteurs. Tout d'abord, la réorientation de la politique syrienne de la France sous Nicolas Sarkozy, qui se traduit par un désengagement net de Paris dans son soutien motivé à l'Alliance du 14-Mars. Pointé du doigt comme l'assassin de Rafic Hariri par Jacques Chirac, Bachar al-Assad est reçu en invité d'honneur aux festivités du 14 juillet 2008 par le président de la République élu en 2007. Aux États-Unis, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en janvier 2009 se manifeste, entre autres, par une volonté assumée

36. *Ibid.*, 10 juillet 2008.

37. *Ibid.*, 26 juillet 2008.

38. *Ibid.*, 20 août 2008.

d'en finir avec les années Bush placées sous le signe de l'ostracisation de l'Iran. Ces réorientations majeures amènent les deux principaux parrains occidentaux de la scène libanaise à abandonner leur rôle aux forces régionales : le Qatar d'abord, l'Arabie saoudite ensuite<sup>39</sup>. À un niveau plus moyen-oriental, l'aggravation dangereuse de la tension entre sunnites et chiïtes dans le cadre des guerres syrienne puis yéménite a progressivement raison, à partir de 2011-2012, de la retenue qui restait de mise entre pays musulmans à majorités confessionnelles différentes. Les accusations mutuelles sont désormais plus directes, le vocabulaire pour les exprimer plus virulent. Troisième facteur, l'accord nucléaire de juillet 2014 entre l'Iran et le Groupe des 5+1, qui est interprété par l'Arabie saoudite comme un abandon, voire une trahison de la part de l'Occident<sup>40</sup>. En octobre et décembre 2015, l'absence de réaction américaine aux essais balistiques iraniens, en théorie proscrits par Washington, aggrave la crise de confiance, et convainc Riyad de la nécessité dans laquelle elle estime se trouver de ne plus compter que sur elle-même dans sa politique de défense contre la capacité de nuisance de Téhéran<sup>41</sup>. Enfin, l'accession au trône, en janvier 2015, de Salman ibn Abdel-Aziz al-Saoud, s'accompagne de la nomination au sein de l'appareil d'État de jeunes princes – en particulier son fils, Muhammad ibn Salman – bien décidés à en découdre avec l'Iran<sup>42</sup>.

Au Liban, ce durcissement se traduit par une montée de la tension en interne, qui se fait en deux temps : à travers le déclenchement de la crise régionale autour du conflit syrien, à laquelle les parrains encouragent leurs protégés à participer (2011-2013), puis à travers une retraduction des raideurs régionales dans le champ interlibanais (2013-2017).

### Conflit syrien et polarisations libanaises

De nombreux observateurs soulignent que la tentative saoudienne d'avoir la haute main sur les affaires libanaises date de l'accession au trône du roi Salman ibn Abdel-Aziz au début de l'année 2015. Or le fait est que le Royaume a resserré significativement les liens avec ses clients libanais dès le début des années 2010. Face au *wilâyat al-Faqîh* liant le Hezbollah et la RIL à la direction politico-religieuse iranienne, l'Arabie inaugure une relation que l'on pourrait définir comme étant

39. A. Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, op. cit., p. 351-353.

40. Voir, entre autres, la lettre adressée par le prince Turki al-Faysal, ancien directeur des services de renseignement saoudiens et ancien ambassadeur du Royaume aux États-Unis, au président Barack Obama, et dont le ton particulièrement peu diplomatique a scandalisé les milieux politiques et médiatiques américains (<http://www.arabnews.com/news/894826#.VubddRYBwbU.twitter>) (consulté le 17 mars 2016).

41. *Le Monde*, 6 janvier 2016.

42. Une rivalité opposerait en particulier Muhammad ibn Nayef, neveu du roi et responsable de la lutte contre le terrorisme, et Muhammad ibn Salman qui, en qualité de fils du monarque et ministre de la Défense chargé de la gestion de la guerre au Yémen, serait à l'origine du fait que, plus que ses prédécesseurs, Salman ibn Abdel-Aziz verrait en l'action iranienne dans la région un facteur à combattre bien avant la menace représentée par les radicaux sunnites jihadistes. La guerre contre les Houthis, puis la guerre contre le Hezbollah s'inscriraient dans cette lecture saoudienne des priorités d'intervention au Moyen-Orient.

fondée sur le principe du *wilâyat al-Malik*, le « gouvernement du Roi ». Suivant la logique de la carotte et du bâton, et reposant presque exclusivement sur des incitations financières, ce système assure à Riyad un relais efficace au sein de la classe politique et des médias libanais. Avec le début de la décennie 2010 s'ouvre une période de relation dynamisée dans le cadre de laquelle l'Arabie saoudite entend bien encaisser le retour sur investissement qu'elle engage depuis plusieurs années déjà dans ses clientèles libanaises. En juin 2015, *al-Akbbâr*, quotidien libanais proche du Hezbollah, sert de relais à WikiLeaks en publiant 60 000 câbles diplomatiques saoudiens. Les documents, qui font référence à des événements ayant eu lieu entre 2010 et 2012, regorgent de détails dévoilant les ressorts des relations entre l'Alliance du 14-Mars et Riyad. Diverses figures politiques et médiatiques anti-Hezbollah y confessent leur disposition à servir les intérêts de l'Arabie, parfois au détriment de ceux de leur pays, moyennant des rétributions pour certaines plutôt importantes. On apprend, par exemple, que Amine Gemayel, ancien président de la République et chef du parti chrétien des Kataëb, a été tenté en 2010 de suivre le mouvement de réconciliation avec Damas initié par Saad Hariri alors Premier ministre, mais qu'il n'entendait prendre, précise-t-il à l'ambassadeur saoudien, aucune initiative en ce sens « sans des directives claires du Royaume », et « n'irait en Syrie qu'à condition de bénéficier d'une couverture saoudienne »<sup>43</sup>. Dans la même veine, Samir Geagea, chef des Forces libanaises également chrétiennes, aurait avoué l'extrême indigence de son parti, indigence telle qu'il ne pouvait plus payer ses gardes du corps, et aurait réclamé un soutien financier en échange duquel il se serait déclaré « prêt à faire tout ce que l'Arabie lui demanderait »<sup>44</sup>.

Il apparaît par ailleurs que le Royaume incite largement un certain nombre de grands médias libanais à pratiquer la censure, et n'hésite pas à prendre des mesures à l'encontre de journalistes et de directeurs de chaîne non agréés<sup>45</sup>. Saad Hariri, attaqué à deux reprises par des quotidiens détenus par des personnalités saoudiennes, aurait envoyé les articles problématiques au Sérail royal et obtenu que l'on « bloque ce genre d'articles à l'avenir »<sup>46</sup>. La chaîne de télévision *LBC*, pourtant proche de l'Alliance du 14-Mars, aurait été réprimandée pour avoir diffusé le fait que le président de la République de l'époque, Michel Sleiman, avait demandé au Royaume d'intervenir auprès d'Israël au sujet des fermes de Chebaa<sup>47</sup> : la « mise sous pression » de la chaîne aurait été aussitôt décidée, ainsi qu'une non-reconduction des contrats publicitaires avec des agences clientes de Riyad

43. Pour une présentation détaillée du contenu de ces câbles, voir *al-Akbbâr* (<https://www.al-akhbar.com/taxonomy/term/5365>) (consulté le 20 mars 2016). Voir aussi les câbles présentés dans les éditions de *L'Orient-Le Jour* des 19 (version en ligne), 22 et 23 juin 2015.

44. *Le Monde*, 23 juin 2015 (<https://www.al-akhbar.com/taxonomy/term/5365>).

45. <https://www.al-akhbar.com/taxonomy/term/5365> ; *L'Orient-Le Jour*, 22 juin 2015.

46. <https://www.al-akhbar.com/taxonomy/term/5365>.

47. Information laissant donc entendre l'existence de relations entre Israël et l'Arabie, voire une possible influence de la seconde sur le premier.

et l'impossibilité de pouvoir à l'avenir diffuser sur les chaînes satellites arabes. Sa consœur, la *MTV*, de la même tendance favorable à l'Alliance du 14-Mars, aurait été acculée à signer un accord de mise sous tutelle en règle : moyennant deux millions de dollars par an, la chaîne aurait été sommée de défendre les intérêts saoudiens « avant tout »<sup>48</sup>.

Lorsqu'il devient clair, à partir de 2012, que la protestation pacifique en Syrie fait place, de plus en plus, à l'affrontement militarisé, le Royaume, qui soutient déjà l'opposition syrienne, décide de mettre à profit le rapprochement opéré quelque temps auparavant avec ses soutiens au Liban. L'Alliance du 14-Mars condamne la politique de neutralité adoptée par le gouvernement de Najib Mikati, en particulier son absence de réaction aux provocations du régime syrien en territoire libanais et son refus de se lancer dans un soutien actif à la Révolution syrienne. Le 13 février 2012, Saad Hariri déclare sans ambages : « Si j'étais Premier ministre, je ne me tiendrais pas à l'écart de ce qui se passe en Syrie. (...) Il n'est pas dans l'intérêt du Liban [de se tenir à distance de l'agitation syrienne] »<sup>49</sup>. Au printemps 2011 déjà, de présumés transferts d'armes à l'insurrection syrienne depuis un Liban sympathisant sont avérés à l'occasion de premières arrestations de trafiquants à Ersal, village sunnite de la Békaa frontalière gagné au Courant du futur. En mars 2012, un navire de guerre « non identifié », chargé d'une cargaison d'armes qui, selon toute vraisemblance, devait être livrée aux opposants syriens, est arraisonné en face de la région chrétienne de Jounié, au nord de Beyrouth. À la fin du mois d'avril 2012, la marine libanaise immobilise un autre en face de la ville de Tripoli, le *Loutfallab II*, dans les cales duquel sont recensés plusieurs milliers de kalachnikovs et de M16, de lance-roquettes, de tonnes de munitions et d'explosifs, également destinés aux rebelles syriens. Trois jours plus tard, le *MV Grande Sicilia*, bâtiment chargé d'armes à l'intention des insurgés, est appréhendé en face du port de Beyrouth. L'Alliance du 14-Mars nie toute implication et accuse ses adversaires de chercher à la déstabiliser, mais, au début de mois d'octobre 2012, *The New York Times* évoque l'implication d'un député du Courant du futur, Okab Sakr, dans l'organisation d'un trafic d'armes et d'une livraison de fonds au profit des révolutionnaires syriens en provenance d'Arabie saoudite<sup>50</sup>. Après une première réaction de déni, Hariri reconnaît finalement le 18 octobre qu'il « aide » les opposants syriens et que Sakr est son représentant personnel auprès de ces derniers, mais refuse encore de parler de soutien « militaire »<sup>51</sup>. À la fin du mois de novembre toutefois, *al-Akbbâr* publie les retranscriptions d'une série d'enregistrements audio des conversations entre Sakr et des responsables de groupes

48. <https://www.al-akhbar.com/taxonomy/term/5365>.

49. *L'Orient-Le Jour*, 14 février 2012.

50. *The New York Times*, 6 octobre 2012.

51. *L'Orient-Le Jour*, 18 octobre 2012.



armés de l'opposition syrienne, qui ne laissent plus aucun doute sur la nature de l'assistance réelle assurée par Saad Hariri et Riyad à la rébellion.

De son côté, en mai 2013, la RIL choisit de rejoindre les champs de bataille syriens pour combattre pour la première fois côte à côte avec les forces régulières de Assad. Ses hommes ne se contentent pas de « nettoyer » la frontière du côté syrien, d'où les premiers groupes sunnites jihadistes attaquent les localités chiïtes et chrétiennes de la Békaa libanaise depuis plusieurs mois, mais, victoire après victoire, ils récupèrent progressivement une grande partie du territoire perdu par le régime au cours des deux premières années du soulèvement.

Cette intervention provoque des crispations au sein de la communauté sunnite libanaise, politiquement déstabilisée par ailleurs par les déboires accumulés par Saad Hariri et son parti depuis 2005. Après le renversement de son gouvernement par l'Alliance du 8-Mars en janvier 2011, renversement dû à un désaccord rédhibitoire sur l'attitude à adopter face à l'acte d'accusation que doit bientôt remettre le Tribunal spécial (TSL) chargé de juger les assassins de son père, Hariri s'exile de lui-même pour plusieurs années. Les groupes radicaux sunnites au Liban en profitent pour progresser et se positionner explicitement comme les concurrents du Courant du futur sur le dossier syrien qu'ils entendent, eux aussi, récupérer à leur avantage. Le cheikh Ahmad al-Assir de Saïda, farouche défenseur de la résistance anti-Assad, renvoie, en particulier, l'image d'un islamisme sunnite intransigeant. Repéré par les médias lors d'un *sit-in* virulent contre le Hezbollah qui a duré plus d'un mois au cours de l'été 2012, il tente de se poser en nouveau chef de la communauté. Son opposition à la politique du parti chiïte en Syrie l'amène, à plusieurs reprises, à prendre les armes contre l'armée libanaise elle-même : la plus violente de ses interventions, en juin 2012, se solde par une quinzaine de morts et une centaine de blessés dans les rangs des appelés.

### Radicalisation et mise sous pression par l'Arabie saoudite

Ces tensions en local montent d'un cran lorsque le seuil de rupture entre l'Arabie saoudite et l'Iran est atteint, le 2 janvier 2016 : Riyad exécute le cheikh Nimr al-Nimr, figure majeure du chiïsme saoudien et critique de la politique menée à l'encontre de sa communauté par la famille régnante<sup>52</sup>. L'annonce de sa mort relance immédiatement l'agitation dans le nord-est (chiïte) du pays, difficilement pacifié quelques mois auparavant. A Téhéran, des manifestants attaquent l'ambassade saoudienne ; le consulat à Machhad est lui aussi pris d'assaut. Malgré un appel au calme et une condamnation officielle de ces débordements, jugés « injustifiables » par le régime iranien, l'Arabie rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran le 3 janvier<sup>53</sup>.

52. Washington a tenté de dissuader Riyad de l'exécuter, anticipant une déstabilisation dangereuse des relations entre sunnites et chiïtes dans la région et dans le Royaume. *L'Orient-Le Jour*, 4 janvier 2016.

53. *Le Monde*, 3 janvier 2016.

Au Liban, le programme d'action anti-iranien de l'Arabie saoudite se focalise tout d'abord sur le Hezbollah. Celui-ci est critiqué depuis plus de trois ans pour l'intervention de la RIL en Syrie, perçue comme une initiative décidée par un régime iranien déterminé à s'immiscer dans un conflit où l'Arabie est elle-même déjà investie. Le Hezbollah est d'ailleurs bientôt accusé par Riyad et les pays du Golfe d'être également actif au Yémen aux côtés des Houthis, à Bahreïn en soutien à la contestation chiite, et en Irak<sup>54</sup>. Riyad a déjà pris une première série de sanctions et de mesures contrariantes. En juin 2013, une trentaine de Libanais de confession chiite ont été expulsés. En mai 2015, deux personnes, présentées comme des dirigeants du Hezbollah, sont publiquement accusées d'« ingérence » dans les affaires du Yémen. Le 26 novembre 2015, le gouvernement saoudien gèle les avoirs en Arabie de douze dirigeants présumés du Hezbollah et d'organismes économiques qui lui seraient rattachés, après que le ministère de l'Intérieur a accusé le parti chiite de « provoquer le chaos » au Moyen-Orient.

À l'annonce de l'exécution de Nimr, Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, déclare que « l'exécution du cheikh Nimr constitue un sérieux crime commis par la famille des Saoud »<sup>55</sup>. Saad Hariri réagit en accusant le Hezbollah de « s'en prendre aux souverainetés arabes »<sup>56</sup>. Quelques jours plus tard, le 10 janvier, les ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe éditent un communiqué de soutien à l'Arabie saoudite face aux « actes hostiles de l'Iran », à commencer par l'attaque de l'ambassade saoudienne à Téhéran. Un détail, dans la mouture finale du communiqué, indispose le ministre libanais, Gebran Bassil, successeur de Michel Aoun à la tête du Courant patriotique libre, principal parti chrétien allié au Hezbollah : le texte accuse en effet ce dernier d'« ingérence à Bahreïn »<sup>57</sup>, mention que le ministre libanais souhaite voir rayée de la déclaration finale. Refusant d'approuver la déclaration arabe commune, il précise que le Liban apporte son soutien et sa solidarité à l'Arabie saoudite, mais « garde ses distances vis-à-vis de la crise [relative à la formulation du communiqué final] afin de préserver sa stabilité nationale »<sup>58</sup>. La sanction de Riyad tombe le mois suivant : le 19 février, l'aide de trois milliards de dollars consentie au Liban deux ans plus tôt est suspendue et, moins de deux semaines plus tard, la guerre contre le Hezbollah est officiellement déclarée. Justifiant sa décision par les « interventions du Hezbollah dans les pays membres » ainsi qu'« en Syrie, en Irak et au Yémen »<sup>59</sup>, le Conseil de coopération du Golfe décide le 2 mars 2016 de classer le parti chiite libanais comme « organisation terroriste » et de mettre sur sa liste

54. La direction du Hezbollah nie systématiquement ces accusations, sauf dans le cas de l'Irak où elle reconnaît une présence de la RIL dans le pays. *L'Orient-Le Jour*, 6 mars 2016.

55. *L'Orient-Le Jour*, 4 janvier 2016.

56. *Ibid.*

57. Le rôle du Hezbollah dans les protestations chiites à Bahreïn est régulièrement pointé du doigt par Manama comme par Riyad, mais n'a, dans les faits, jamais été confirmé.

58. *L'Orient-Le Jour*, 11 janvier 2016.

59. *Ibid.*, 3 mars 2016.

noire tous ses dirigeants ainsi que ses institutions. Quelques heures plus tard, la 33<sup>e</sup> Conférence des ministres arabes de l'Intérieur qui se tient à Tunis évoque le Hezbollah dans son communiqué final en adoptant la même terminologie<sup>60</sup>. Il convient toutefois de noter que, dans sa politique anti-iranienne au Liban, l'Arabie ne se contente pas de contrarier le Hezbollah. L'Alliance du 14-Mars et, plus particulièrement, le Courant du futur de Saad Hariri sont tout autant pris pour cibles par le pouvoir saoudien. Sur l'aide initialement promise par l'Arabie au Liban, trois milliards de dollars étaient réservés à l'équipement de l'armée libanaise, pour soutenir son effort de protection des frontières nationales contre un État islamique et un *Jabhat al-Nusra* installés à quelques dizaines de kilomètres et très tentés de faire du Liban, ou du moins d'une partie de son territoire, le futur émirat jihadiste de la région<sup>61</sup>. Le Royaume avait également mis à la disposition de Saad Hariri un milliard supplémentaire, dont le Premier ministre pouvait décider librement de la distribution auprès des forces de l'ordre. Ce faisant, Riyad aidait le chef du Courant du futur à se remettre en selle. Sa popularité étant pour le moins vacillante après deux années peu convaincantes à la tête du gouvernement (2009-2011), suivies, qui plus est, de trois années d'exil, Hariri avait choisi de répartir la bourse saoudienne entre l'armée (500 millions), les Forces de sécurité intérieure (400 millions), et la Sûreté générale (100 millions)<sup>62</sup>. La suppression de ce milliard est un coup d'autant plus dur pour lui que les difficultés financières de son parti ne sont, en 2016 et depuis longtemps, un secret pour personne, les militants et employés du Courant du futur n'ayant pas touché leurs salaires ou compensations depuis, dans certains cas, des années. Quelques jours après la décision du Conseil de coopération du Golfe d'inscrire le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes, le gouvernement saoudien intervient directement dans les affaires de SAUDI OGER, l'une des premières entreprises de la famille Hariri dans le Royaume, en en reprenant partiellement la gestion<sup>63</sup>. Pénaliser l'armée libanaise en la privant d'un armement dont elle a cruellement besoin pour défendre le territoire consiste avant tout, pour l'Arabie, à sanctionner l'Alliance du 14-Mars, plus particulièrement dans le cadre de la polémique qui oppose celle-ci – pour qui la protection du territoire libanais est du ressort des institutions nationales uniquement – et le Hezbollah – qui pense avoir un rôle à jouer en la matière, que ce soit contre Israël ou contre les groupes armés venus de Syrie. Quelques jours après la suspension de l'aide à l'armée libanaise, Riyad appelle ses ressortissants à ne pas se rendre au Liban, privant ainsi l'industrie du tourisme

60. L'Irak, l'Algérie quelques jours après et la Tunisie quelques semaines plus tard se sont toutefois démarqués de la position arabe commune, refusant de voir le Hezbollah comme une organisation terroriste.

61. En août 2014, une attaque massive et conjointe des deux organisations sur la localité de Ersal, dans la Békaa sunnite frontalière, a prouvé que la capacité de nuisance des groupes jihadistes devait être prise au sérieux.

62. Ce choix reflétait clairement les priorités clientélistes du Premier ministre, les FSI étant considérées depuis 2005 comme proches du Courant du futur, et la Sûreté générale comme l'un des derniers bastions étatiques des pro-syriens.

63. *L'Orient-Le Jour*, 10 mars 2016.

libanais des largesses des visiteurs saoudiens, très nombreux en belle saison. La chaîne de télévision aux capitaux saoudiens *al-Arabiya* ferme ses bureaux à Beyrouth le 1<sup>er</sup> avril 2016. Le lendemain, la situation se tend dans la capitale libanaise après la publication par le quotidien panarabe saoudien *al-Sharq al-Awsat* d'une caricature du drapeau libanais affublé de l'inscription « Poisson d'avril », donnant à entendre que l'État libanais n'aurait pas d'existence en soi. Des manifestants en colère prennent d'assaut les bâtiments du journal et, le jour même, des banderoles retouchant les motifs du drapeau saoudien et accusant la famille des al-Saoud de barbarie sont suspendues aux ponts traversant la nationale de Jal-el-Dib, au nord de Beyrouth<sup>64</sup>. Dès lors, même si Saad Hariri n'hésite pas à déclarer : « La loyauté au Royaume signifie la loyauté au Liban, et offenser le Royaume signifie offenser le Liban. (...) Le retrait de la diplomatie libanaise du consensus arabe est un péché »<sup>65</sup>, le Courant du futur est bel et bien pris entre le marteau et l'enclume. Jusqu'à l'automne 2016, la monarchie attend des excuses officielles et un alignement complet de la position gouvernementale sur ses propres décisions à l'encontre du Hezbollah. Or cela pose un double problème à l'Alliance du 14-Mars. Même si elle en a grandement envie, la coalition pro-saoudienne libanaise ne peut juridiquement satisfaire les attentes de l'Arabie saoudite, car la Déclaration ministérielle libanaise statue explicitement en faveur de la légitimité et de la légalité de l'action armée de la RIL<sup>66</sup>. Cautionner une attaque franche du Royaume contre le Hezbollah reviendrait en outre pour le Courant du futur à s'exposer, d'une part, à des représailles politiques particulièrement contrariantes de la part de ses adversaires sur l'échiquier interne, d'autre part, à une confrontation sunnite/chiite dangereuse sur le terrain.

### La démission-surprise de Hariri : auto-expulsion de l'Arabie du jeu libanais

Najib Mikati, Premier ministre indépendant du Courant du futur et partisan d'une accalmie entre sunnites et chiites, prend la suite de Hariri au gouvernement en 2011. Défenseur d'une neutralité officielle de son pays dans les turbulences qui secouent le voisin syrien, il essuie régulièrement les critiques acerbes de la famille politique de son prédécesseur et du parrain saoudien de celui-ci. Lorsqu'il démissionne en mars 2013, Tammam Salam, un client de Hariri, lui succède.

64. *Ibid.*, 3 avril 2016.

65. *Ibid.*, 23 février 2016.

66. Une Déclaration ministérielle au Liban est comparable à la Déclaration de politique générale française. Il s'agit surtout d'un pacte entre acteurs politiques et son non-respect peut remettre en cause l'existence du gouvernement lui-même. La Déclaration de 2013 prévoit qu'« il est du devoir de l'État d'œuvrer en vue de la libération des fermes de Chebaa et de Kfarchouba et de la partie libanaise du village de Ghajar par *tous les moyens légitimes, en mettant l'accent sur le droit de résistance des citoyens libanais à l'occupation et aux agressions israéliennes et sur leur droit à récupérer les terres occupées* » ([www.pcm.gov.lb](http://www.pcm.gov.lb)) (consulté le 20 avril 2017). Nous soulignons.

Tout au long de son mandat, le ton monte entre acteurs politiques sunnites et chiïtes au Liban. À plusieurs reprises, le Courant du futur tente de faire passer des directives saoudiennes en Conseil des ministres dans le but explicite de bloquer le Hezbollah<sup>67</sup>. Ce dernier et ses alliés contrent ces initiatives en paralysant la vie institutionnelle par le haut : empêchant la tenue de sessions parlementaires dédiées à l'élection d'un nouveau président de la République, l'Alliance du 8-Mars contraint le Liban à demeurer sans chef de la première magistrature durant près de deux ans et demi.

La crise ne se débloque qu'en octobre 2016, lorsqu'un compromis est enfin passé entre le Hezbollah, le Courant du futur qui entend réinstaller Saad Hariri à la tête du gouvernement, et Michel Aoun, représentant premier des chrétiens. Celui-ci est élu à la présidence, et Hariri reprend son poste de Premier ministre à la condition qu'il ne contrarie plus la politique régionale du Hezbollah et de l'Iran. Les anciens adversaires se mettent par ailleurs d'accord sur le besoin de faire baisser les tensions intercommunautaires en abandonnant officiellement le langage des accusations mutuelles de vassalité envers l'Arabie ou l'Iran.

Le « Compromis national » de 2016 tient un an. Le 3 novembre 2017, Saad Hariri est sommé par Riyad de se rendre de toute urgence en Arabie, « sans son personnel politique », pas même son directeur de cabinet. Le lendemain, il annonce sa démission depuis la capitale saoudienne. Cause invoquée : sa « lassitude » face à une « politique libanaise placée sous tutelle extérieure »<sup>68</sup>. Renouant avec le vocabulaire des périodes radicales, il accuse l'Iran et le Hezbollah de « chercher à l'assassiner ». Cependant, il s'avère rapidement que le régime saoudien retient son client et sa famille en otage, et que la démission surprise a été imposée par Riyad dans l'espoir de provoquer une crise majeure entre sunnites et chiïtes au Liban. Les presses saoudienne et golfite, mais aussi les responsables saoudiens eux-mêmes ne font pas mystère du scénario attendu de cette manœuvre : la formation d'un nouveau gouvernement dont le Hezbollah serait exclu, mais aussi un affrontement brutal, dans l'arène politique, entre les faucons sunnites et leurs adversaires chiïtes, voire un glissement concomitant vers la violence civile interconfessionnelle<sup>69</sup>.

L'opération saoudienne implose. À Beyrouth, mis à part quelques radicaux périphériques, tous les acteurs politiques, à commencer par le Courant du futur, condamnent la démission de Hariri. Les sunnites, société comme classe politique, s'insurgent, non pas contre leurs compatriotes chiïtes mais contre le parrain saoudien. « L'enlèvement » de Hariri est largement interprété comme une violation

67. À titre d'exemples parmi d'autres : *L'Orient-Le Jour*, 26 janvier 2016 et 25 février 2016. Voir également la crise de février 2016.

68. *al-Nabâ*, 4 novembre 2017.

69. Voir les tweets virulents du responsable au ministère des Affaires étrangères saoudien, Thamer Al-Sabhan, qui, des semaines durant avant la démission de Hariri, postait des messages annonçant un grand chamboulement imminent au Liban, dont le Hezbollah devait sortir perdant. Voir aussi les éditoriaux dans *al-Hayât*, 5 novembre 2017, et *al-Ra'y*, 5 novembre 2017.

de souveraineté à laquelle s'ajoute une dose d'infantilisation méprisante envers la direction de la communauté sunnite. Le fait est que, moins d'une semaine après la démission de Saad, le régime saoudien intronise unilatéralement son frère aîné, Bahaa, nouveau dirigeant de la communauté sunnite libanaise et du Courant du futur, et convoque les principaux chefs du parti comme les membres de la famille Hariri à Riyad pour prêter officiellement allégeance<sup>70</sup>. Pour toute réponse, cette dernière fait cause commune avec Saad<sup>71</sup> ; Nuhad al-Machnouk, ténor du Courant du futur, tacle Riyad dans une série de diatribes souverainistes sans complaisance<sup>72</sup>, tandis qu'à Tripoli, capitale sunnite du Liban et traditionnellement fervente sympathisante du Royaume, on brûle des portraits du prince Muhammad ibn Salman<sup>73</sup>. Le soulèvement est transconfessionnel et, à Beyrouth, le marathon annuel du 11 novembre est placé sous le signe de « Nous sommes tous Saad ».

La « démission » de Hariri par les Saoudiens a, dans un premier temps, de quoi satisfaire le Hezbollah et l'Iran. Dans la perspective de possibles discussions autour de sa succession à la tête du gouvernement, les sunnites sont en mauvaise posture pour négocier, face à leurs compatriotes chiïtes, la nomination d'un Premier ministre ouvertement favorable à Riyad. En retirant Hariri du jeu institutionnel, le Royaume, qui avait espéré bouleverser la donne au sein de l'arène libanaise, n'a fait que s'y priver de son principal levier.

Face aux résultats imprévus de son initiative, Riyad contacte Tel-Aviv dès la première semaine qui suit le départ de Hariri, dans l'objectif de sous-traiter auprès de l'armée israélienne un bombardement du Liban-Sud chiïte<sup>74</sup>. N'ayant pas obtenu gain de cause, l'Arabie étudie alors sérieusement la possibilité d'une attaque que mènerait sa propre aviation militaire<sup>75</sup>. Les entraves techniques à la réalisation du projet et surtout les interventions de plus en plus nombreuses de la communauté internationale en faveur d'un désamorçage de la crise l'amènent à abandonner son projet. Hariri est finalement exfiltré depuis l'Arabie vers Paris après intervention française et, rentré à Beyrouth, « suspend » sa démission. Quelques jours plus tard, il confie : « Moi, je voudrais rester Premier ministre »<sup>76</sup>.

Cependant, le véritable arbitre du jeu institutionnel n'a pas changé : le Hezbollah est toujours l'acteur dont dépend le maintien de Hariri à son poste. Dans sa contribution au façonnage du paysage institutionnel libanais, le parti ne s'est jamais préoccupé de l'identité du chef de l'État comme il l'a fait de celle du Premier ministre. Constitutionnellement, le Président dispose de peu de pouvoirs, tandis

70. *al-Akbbâr*, 9 novembre 2017.

71. *al-Nabâr*, 9 novembre 2017.

72. *Ibid.*

73. *Ibid.*, 11 novembre 2017.

74. *Haartz*, « Is Saudi Arabia Pushing Israel into War with Hezbollah and Iran? », 7 novembre 2017, et « Saudi Arabia Is Opening a New Front against Iran, and Wants Israel to Do Its Dirty Work », 12 novembre 2017.

75. Entretien avec un universitaire travaillant sur l'Arabie et en contact avec le Palais royal saoudien, 10 novembre 2017.

76. *24 Heures*, 27 novembre 2017.

que le chef du gouvernement est la vraie tête de l'exécutif. La capacité de nuisance du second est donc bien plus à craindre que celle du premier.

Compte tenu du besoin du Hezbollah de rassembler au mieux autour de ses intérêts, la pièce Hariri est essentielle dans l'effort du parti de ne pas s'aliéner la majorité sunnite. Dans une même logique intégratrice, il avait déjà, en 2006, attiré à lui une grande partie des chrétiens en s'alliant à Michel Aoun. Le maintien de Saad Hariri au poste de Premier ministre a donc été confirmé après les élections législatives de mai 2018. Durant des années, il avait représenté pour les forces politiques pro-syriennes une nuisance potentielle difficile à anticiper. Sa participation au Compromis de 2016 a fait de lui le « Premier ministre attitré du 8-Mars », et l'un des trois piliers (chrétien, sunnite, chiite) de la vie politique libanaise. En novembre 2017, Michel Aoun lui-même commentait l'absence de son chef du gouvernement en ces termes : « Saad est mon fils. Nous sommes arrivés [au pouvoir] ensemble, nous partirons ensemble »<sup>77</sup>.

Le Compromis de 2016 incarne un équilibre relativement stable entre les principales forces politiques du pays, équilibre dont le Hezbollah a grand besoin. Il est en effet dans son intérêt, face à la double menace israélienne et syrienne, que la situation au Liban reste sous contrôle, notamment sur le plan sécuritaire. Maintenir Hariri à son poste garantit le maintien du *statu quo* intercommunautaire, tant que Hariri ne dépasse pas, dans ses allégeances au régime saoudien, les limites que la préservation des intérêts du parti chiite impose *de facto*. Les réprimandes, essentiellement occidentales, adressées à Riyad après la démission forcée de Hariri en novembre 2017 ont visiblement réorienté la politique libanaise du Royaume en faveur d'un retour à un plus grand respect des équilibres communautaires et politiques au Pays du cèdre. Certes, l'erreur stratégique saoudienne a en partie influé sur le résultat des élections législatives libanaises de mai 2018, les forces pro-syriennes et pro-iraniennes libanaises y remportant la majorité des sièges pour la première fois depuis 2005, et le Courant du futur, en particulier, perdant un tiers de sa représentation par rapport aux élections de 2009. Cependant, l'adoption par Riyad d'une position plus modérée au Liban a indéniablement constitué une condition *sine qua non* à l'obtention du feu vert du Hezbollah en faveur de la réinstallation de Saad Hariri à son poste de Premier ministre au printemps 2018.

**D**urant les quarante dernières années, trois types de tutelles régionales se sont succédé au Liban. Relais des longues et profondes influences européennes et américaine au Moyen-Orient, ils n'en sont pas moins tout trois différents dans leurs objectifs et leurs moyens d'action, apportant un éclairage riche et stimulant sur la notion de clientélisme transnational. Les influences de la Syrie, de l'Arabie

77. *al-Akbbâr*, 10 novembre 2017.

saoudite et de l'Iran au Liban révèlent tout autant certains modes de fonctionnement et lignes rouges implicites de la sphère politique libanaise que la manière dont, à leur tour, les acteurs locaux peuvent réorienter les politiques régionales de leurs protecteurs. Les effets sont *récioproques*.

Après trente ans d'intervention au Liban, de manière parallèle dans un premier temps puis de façon de plus en plus compétitive, l'Arabie saoudite et l'Iran semblent avoir atteint un sommet dans l'évolution de leur rivalité. Riyad a désormais, pour un long moment, perdu la partie au profit de Téhéran. À travers le choix déterminé de Muhammad ibn Salman en 2017 de passer à l'action radicale contre la République islamique en territoire libanais, l'Arabie a abandonné son attachement traditionnel à la stabilité des relations entre sunnites et chiïtes dans le pays, laissant deviner son acceptation d'un risque d'embrasement entre les deux grandes communautés musulmanes libanaises. C'est là que la relation de clientélisme qui lie l'Arabie à ses protégés libanais atteint sa limite : alors que le lien parrain-protégé sous-tend, malgré un rapport hiérarchique, l'engagement du premier à se montrer soucieux des intérêts du second, Riyad a donné à entendre, à travers l'« enlèvement » de Hariri et sa politique maximaliste, que la relation qui le rattache à ses clients sunnites au Liban ne devait plus être synallagmatique. L'échange de bons procédés aurait dû évoluer vers un lien d'allégeance allant, de la part du bénéficiaire, au sacrifice suprême. En réalité, le patron déclarait la guerre à son client autant qu'aux adversaires de ce dernier. Or, dans la transconfessionnalité et transpartisanité de sa solidarité, la réaction inattendue des forces politiques comme de la société libanaise a tracé au vu de tous le seuil infranchissable de la relation entre l'Arabie et ses relais libanais. Riyad, malgré son retour récent à des positions plus prudentes, a profondément affaibli sa position sur l'échiquier interne libanais. Et ce, à l'avantage de Téhéran, désormais tuteur régional premier du Liban<sup>78</sup>. ■

**Aurélié Daher** est politiste et arabophone, enseignante-chercheuse à l'Université Paris-Dauphine et à Sciences Po Paris. Sa thèse soutenue à Sciences Po Paris a été publiée en français sous le titre *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir* (Paris, PUF, 2014) et en anglais sous le titre *Hezbollah. Mobilisation and Power* (Londres, Hurst/Oxford University Press, 2018). Ses travaux postdoctoraux à l'Université d'Oxford (2010-2011 puis 2016-2017) et à l'Université de Princeton (2012-2013) ont été consacrés à l'intervention du Hezbollah en Syrie et à ses conséquences sur le pacte politique libanais d'après 2005 ; à la redéfinition des pratiques politiques libanaises depuis la fin de la guerre civile et aux modalités du passage à la violence politique (voir ses publications sur [www.aureliedaher.com](http://www.aureliedaher.com)). Son HDR porte sur les leviers de l'influence transnationale iranienne dans le monde arabe.  
[adaher.scpo@gmail.com](mailto:adaher.scpo@gmail.com)

78. La rédaction de cet article a bénéficié du soutien de la Fondation Harry Frank Guggenheim, fondation privée américaine de soutien à la recherche universitaire sur la violence ([www.hfg.org](http://www.hfg.org)), dans le cadre de notre projet de recherche sur la fracture sunnito-chiïte au Moyen-Orient.